



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

ENA

Question au Gouvernement n° 239

Texte de la question

RÉFORME DE L'ÉNA

M. le président. La parole est à M. Jacques-Alain Bénisti, pour le groupe UMP.

M. Jacques-Alain Bénisti. Ma question s'adresse à M. le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de l'aménagement du territoire.

Monsieur le ministre, lors de la discussion budgétaire qui s'est tenue le 7 novembre dernier dans cette enceinte, vous vous étiez engagé personnellement à réformer l'Ecole nationale d'administration. (*« Ah ! » sur plusieurs bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.*)

Plusieurs de mes collègues de l'UMP, en particulier Louis Giscard d'Estaing, ici présent, rapporteur spécial de la commission des finances, ont souhaité conduire ce débat afin de donner aux élèves de l'ENA une meilleure formation.

M. Jean Glavany. On leur a donné un nouveau directeur, c'est déjà pas mal !

M. Jacques-Alain Bénisti. Ce débat avait pour objectif de nous permettre - Parlement et Gouvernement - de réfléchir ensemble au bien-fondé de cette école, notamment au regard des besoins actuels et surtout futurs de la fonction publique.

M. Jean Le Garrec. Ah !

M. Jacques-Alain Bénisti. Vous n'êtes pas sans savoir, monsieur le ministre, qu'un sondage récent fait apparaître que, si les Français sont attachés à l'existence de cette grande école, ils souhaitent vivement qu'elle évolue.

Aujourd'hui, nous apprenons la nomination d'un nouveau directeur à la tête de cette école. Je sais que le Premier ministre vous a donné pour mission d'être avant tout efficace. Mais nous sommes agréablement surpris par la rapidité de votre réaction après le débat qui a eu lieu dans cet hémicycle. (*Rires et exclamations sur les bancs du groupe socialiste.*)

Plusieurs députés du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle. Bravo !

M. Jacques-Alain Bénisti. Devons-nous en déduire, monsieur le ministre, que cette nomination est le commencement du début de la réforme de l'Etat que bon nombre d'entre nous attendent ? Le cas échéant, pouvez-vous indiquer à la représentation nationale l'esprit qui vous anime et la méthode que vous entendez adopter pour mener cette réforme ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle et du groupe Union pour la démocratie française. - « Allô ! Allô ! » sur plusieurs bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de l'aménagement du territoire.

M. Jean-Paul Delevoye, ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de l'aménagement du territoire. Monsieur le député, effectivement nous avons eu sur l'ENA un débat que je qualifierai de riche. *(Rires et exclamations sur les bancs du groupe socialiste)* avec vous-même, M. Louis Giscard d'Estaing et d'autres. J'ai pris des engagements, je les respecte.

J'annoncerai dans quelques jours la mise en place d'une commission. *(Vives exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.)*

M. Arnaud Montebourg. Nous ne voulons plus de commission !

M. René Couanau. Giscard président !

M. le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de l'aménagement du territoire. Présidée par une personnalité de dimension européenne et associant les parlementaires, cette commission devra se pencher sur l'évolution nécessaire de nos outils de formation pour les cadres supérieurs de la fonction publique. Les exigences du service public, vous avez raison d'insister, sont grandes en matière de formation initiale et continue. Je souhaite, pour ma part, introduire, ou réintroduire, à l'Ecole nationale d'administration, la dimension européenne, la dimension de l'entreprise, la dimension des ressources humaines, la dimension du territorial. *(Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)*

M. Arnaud Montebourg. Une commission par dimension !

M. le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de l'aménagement du territoire. Je ne conçois pas que quelqu'un qui est appelé à exercer de hautes fonctions administratives puisse ignorer, à sa sortie de l'Ecole, la culture des administrés dont il aura la charge. *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle et du groupe Union pour la démocratie française.)*

Telles sont les réponses que je peux vous apporter. Elles signifient changement de stratégies, changement de direction. *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle et du groupe Union pour la démocratie française. - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.)*

M. le président.

Données clés

Auteur : [M. Jacques Alain Bénisti](#)

Circonscription : Val-de-Marne (4^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 239

Rubrique : Grandes écoles

Ministère interrogé : fonction publique, réforme de l'Etat et aménagement du territoire

Ministère attributaire : fonction publique, réforme de l'Etat et aménagement du territoire

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 5 décembre 2002

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 5 décembre 2002